

ÉDITO

« La situation dans les banlieues est intenable »

En cette période de crise, il y a danger. Les points de repère volent en éclat et les tensions sociales peuvent être poussées à leurs extrêmes. En cela, croire que les violences urbaines ne sont liées qu'à des désaxés, serait une grave erreur. Car en s'exprimant à l'état brut, elles nous rappellent que la frontière entre le vivre ensemble et le chaos est plutôt mince. Les tragédies, qu'elles aient lieu à Echirolles, Marseille ou Fontenay-sous-Bois, confirment ce que nous ne cessons de dire depuis des années : la situation dans les banlieues est intenable. Il faut changer. Changer les rapports police-population, changer le rapport à la loi, changer la loi et sa représentation. Les lois de la V^e République n'arrivent plus à contenir la violence. La société cosmopolite a besoin de nouvelles règles du jeu. La loi, c'est de la violence organisée, disait Freud en substance dans une lettre à Albert Einstein. A nous, écologistes, de travailler à cette nouvelle loi qui permettra de trouver dans les quartiers les voies de l'apaisement et du respect du droit de chacun à la tranquillité publique.

Rodrigo Arenas
Porte-parole régional



DES CAMPAGNES SUR LE TERRAIN

UNE RENTRÉE MILITANTE ACTIVE

► L'été nous a permis de reprendre des forces. Les journées d'été de Poitiers ont été l'occasion de nous ressourcer avant de commencer une nouvelle année. Dès notre retour, nous avons été plongés dans le vif de l'action.

Le travail de nos élu/es au conseil régional pour la mise en place du Pass unique pour les transports en Ile-de-France porte ses fruits. Sans attendre le dézouage total prévu pour 2013, depuis le 1^{er} septembre, le dézouage est effectif les week-ends et jours fériés. C'est une belle victoire. Un tract a été distribué à 80 000 exemplaires lors d'une opération « vague verte ».

La bataille n'est pas finie contre gaz et huiles de schiste, même si la première Conférence environnementale a été rassurante à plus d'un titre. Il reste qu'il y a encore des permis d'exploration. Nous avons participé à un rassemblement à Tournan-en-Brie le 22 septembre, et des affiches sont à la disposition des militant/es rue d'Arcueil. Les débats furent nombreux, aux Journées d'été, dans les groupes locaux, au Conseil politique régional sur le TSCG. Le Conseil Fédéral s'est prononcé contre son adoption. Un tract explicite la position d'EELV, contre le TSCG et pour le renforcement d'une Europe fédérale, solidaire.

Nous sommes présents sur bien des dossiers : les Roms, le nucléaire, la révision de la Politique Agricole Commune...

Enfin, le devenir de la région Ile-de-France nous occupe avec la révision du Sdrif ou de la loi du Grand Paris. Les groupes locaux, les commissions régionales sont invités à s'exprimer. Un forum régional a été organisé le 13 octobre.

◆ JEAN-LUC DUMESNIL, Secrétaire régional ◆ NATHALIE LAVILLE, Secrétaire régionale adjointe chargée de la Coopération



LA COOPÉRATIVE EUROPE ECOLOGIE LES VERTS D'ILE-DE-FRANCE FAIT SON CINÉMA !

INVITATION

Jeudi 22 novembre

► 18H30 **COCKTAIL**

Mairie du 2^e arrondissement

► 19H30 **PRÉCISES « PLANÈTE À VENDRE »** d'Alexis Marant

Salle Jean-Dame -
17, rue Léopold-Bellan

► 21H **DÉBAT**

avec Jean-Luc François (AFD),
Frédéric Amiel (Greenpeace) et
Clara Jamart (Oxfam)



Dans le cadre du Festival ALIMENTERRE et à l'invitation de Monsieur Jacques BOUTAULT, Maire du 2^e arrondissement de Paris.

◆ **TOUS LES DÉTAILS SUR**

<http://les-eco-cooperateurs.fr/node/1197>

PAROLE DE MILITANT/ES

« DEVENONS DE VRAIS LOBBYISTES ! »

 **NADIR SAÏFL**, vice-président d'Ecologie sans Frontière, membre fondateur de la fédération d'ONG Rassemblement pour la planète (ESF, Générations futures, le Réseau Environnement Santé, Greencross, Respire, Robins des toits, Sea Shepherd, le CNIID...) livre son analyse au lendemain de sa participation à la Conférence environnementale.

« **C**e sera le budget 2013, puis le projet de loi de programmation sur la transition énergétique présenté avant l'été au Parlement qui marqueront la détermination politique. Nous pensons que quatre leviers sont indispensables pour réussir la transition : sortir du nucléaire ; promouvoir les énergies naturelles renouvelables (les ENR) ; proposer des projets industriels à l'échelon européen ; développer ce que j'appelle « l'Airbus des ENR », car lorsque l'Europe s'en donne les moyens, elle réussit ; créer la Sécurité sociale de l'énergie, c'est-à-dire des amortisseurs qui réduisent la fracture énergétique au profit des plus démunis. Pendant la phase de développement des ENR, le

coût pour le consommateur ne doit pas être supérieur à celui du coût actuel de l'énergie. A titre personnel, je souhaite aussi la création de zones franches écologiques, là où les indicateurs sociaux et économiques sont au rouge, là où les bassins industriels sont tombés en déséquilibre : Lorraine, nord de la France... pour y lancer des expériences d'économie verte pourvoyeuse d'emplois avec une fiscalité attractive qui structurera les industries propres, mais sans recourir aux « effets d'aubaine » pour les entreprises. La ministre de l'écologie, Delphine Batho, l'indique dans la feuille de route d'après

Conférence : « *L'État et les régions se mobiliseront pour saisir les opportunités du pacte de croissance européen et obtenir que les fonds structurels – qui ne sont pas entièrement consommés – puissent être affectés à des projets énergétiques ou des projets écologiques* ». Nous appelons à une coordination avec les autres ONG pour être initiateurs d'autres projets. Par exemple : une loi sur l'alerte et l'expertise portée par les écologistes au Sénat, une autre sur la sécurité sanitaire ; la création d'un institut de veille environnementale ; la réforme d'institutions et d'organismes en charge des évaluations et des autorisations – là où les conflits d'intérêts sont légions ; la redéfinition des normes liées à l'environnement, à l'eau potable, la notion d'effet cocktail...

Pour l'air, il faut modifier le décret de 2002 afin que le niveau de sa qualité soit au moins celui des recommandations de l'OMS, et lancer d'urgence un plan « particules ». Les effets du diesel sur la santé sont alarmants.

Attention, les lobbies (automobile, pétrole, chimie, nucléaire...) n'ont pas disparu le 6 mai 2012. Alors nous, écologistes, devons exercer une « pression politique » permanente. Devenons à notre tour de vrais lobbyistes ! Mais avec les partis et les ONG, c'est la société civile tout entière qui doit s'emparer de son avenir. »

◆ Propos recueillis par **BERNARD BOURDEIX**, EELV Paris

ALINE ARCHIMBAUD DÉFEND LES POPULATIONS RROMS



CONFÉRENCE. La France a une longue tradition d'accueil de toutes les populations fuyant la barbarie ou l'extrême pauvreté. Mais, à la différence des Italiens, Espagnols, ou autres Méditerranéens qui ont vécu dans des bidonvilles, les personnes venant de Bulgarie ou Roumanie, se retrouvent dans des camps avec leurs enfants.

► La sénatrice Aline Archimbaud revendique les mêmes droits pour les populations Rroms (citoyens européens depuis 2007) et la levée des mesures transitoires appliquées à ces personnes en grande difficulté. L'expulsion des campements sans mesures d'accompagnement accroît les risques sanitaires et éloigne de ces personnes toutes les associations susceptibles de les aider. Avec

Pourtant, la circulaire interministérielle du 26 août 2012 exige des mesures d'anticipation et d'accompagnement des évacuations de campements. En supprimant la « taxe sur l'emploi » le Premier ministre a fait évoluer le droit des populations Rroms dans le bon sens. Pourquoi cette circulaire n'est pas appliquée ? L'Etat fonctionne-t-il réellement ou bien y a-t-il duplicité ?

Mauvaises habitudes ou volonté de ne rien faire ? L'Etat doit appliquer la loi votée par les représentants du peuple. Entre autres intervenants, Dominique Voynet, maire de Montreuil, explique comment elle a mis en place des mesures d'accueil pour ces populations et comment elle

ces conditions précaires d'existence, non seulement on retrouve des maladies que l'on croyait à jamais éradiquées (rougeole, tuberculose, saturnisme), mais encore les enfants ne peuvent être scolarisés faute d'adresse fixe, ou souvent ils quittent l'école suite aux vexations et insultes subies dans les établissements.

projette leur insertion définitive. Pour Aline Archimbaud la circulaire doit être opposée aux préfets et les mesures transitoires (accès au travail, scolarisation, accès aux soins) doivent cesser immédiatement. Elle a soutenu sa proposition de résolution au Sénat le 15 octobre dernier.

◆ PHILIPPE BORIE, EELV 93

« Parler des Roms, c'est parler de la diversité, d'Europe, d'intégration, de médiation, de cultures »
(Médecins du monde)

CHIFFRE

100 000

C'est le nombre de voyages dézonés lors du premier week-end de septembre. Ces résultats confirment l'attente des Franciliens, qu'ils viennent du cœur de l'agglomération parisienne ou de grande banlieue, envers ce genre de mesure.

INTERVIEW

Rose de La Fuente

EELV 77

« Le gaz de schiste... ce n'est pas fini ! »



Lors de la manifestation contre la fracturation pour l'exploitation des gaz de schiste à Tournan-en-Brie, le 22 septembre dernier, Tibor Kalocsay a rencontré la militante Rose de La Fuente.

VERT CONTACT. Rose, je voudrais savoir pourquoi on dit « le gaz de la colère » ?

ROSE DE LA FUENTE. C'est un danger pour nos sols ; leur exploitation fait courir un risque de pollution des nappes phréatiques qui alimentent Paris, de nuisances pour les agriculteurs et de dégradation de notre patrimoine naturel.

V.C. Depuis quand ce mouvement existe-t-il, ici ?

R.F. Après les Cantonales, des écologistes m'ont demandé de créer un Collectif citoyen : le Collectif Sud 77. Notre première grande mobilisation en Seine-et-Marne a eu lieu à Doue, le 5 mars 2011. Dans ce cadre, des actions ont été menées par le collectif, comme la projection du film de Gasland à Fontainebleau, des débats à Treuzy-le-Velay, à Melun, à Milly-la-Forêt, des actions à Blandy-les-Tours... Nous étions aussi devant le Sénat le 1^{er} juin pour réclamer l'abrogation des permis, action qui a précédé la loi du 13 juillet 2011.

V.C. Quels seront vos combats de demain ?

R.F. Les associations ont été condamnées et ont reçu de nombreuses amendes, et la situation reste très tendue. Tout le monde est sur le pied de guerre. En juillet dernier, la mobilisation à Nonville, initiée par le maire, montre que les édailes de toutes petites communes sont aussi prêts à se battre !

◆ Propos recueillis par TIBOR KALOCSAY

L'avenir n'est pas rose... il est vert !

► C'est avec ce slogan que les Jeunes Écologistes ont arpenté les facs de la région avec succès, sur Nanterre, Saint-Denis, Créteil... « Nous nous implantons en Île-de-France ! » Après cette belle campagne de rentrée, l'année a commencé avec un week-end de formation, les 12, 13, et 14 octobre à Montreuil, autour de l'écologie populaire. L'idée : faire vivre l'écologie autrement auprès des jeunes.



© ALAIN KELLER

CARTE BLANCHE

L'affiche à laquelle
vous avez échappé...

LE NUCLÉAIRE C'EST SUPER !



CONCEPTION : MAYA CARRASCO

